

**CONVENTION RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT  
DELEGATION PROVENCE CORSE DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE  
SCIENTIFIQUE (CNRS), POUR LE PROJET « NEUMED»  
DANS LE CADRE DU CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2021/2027**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence  
58, boulevard Charles Livon  
13007 MARSEILLE**

représenté par **Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée  
à signer la présente convention par délibération  
du Bureau de la Métropole en date du**

Organisme public **Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche  
Scientifique (CNRS)  
31 chemin Joseph Aiguier  
CS 70071  
13402 Marseille cedex**

représenté par **Sa Déléguée Régionale, Madame Aurélie PHILIPPE**

ci-après désigné **« structure »**

**Il est convenu ce qui suit :**

Préambule :

Engagée aux côtés des principaux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR), la Métropole Aix-Marseille-Provence, en lien avec la Région et l'Etat, apporte un soutien déterminant aux opérations inscrites au Contrat de Plan Etat-Région 2021-2027 dans le but de renforcer et structurer l'ESR autour de grands pôles d'excellence académiques.

## ARTICLE 1 – PRESENTATION DU PROJET

La présente convention a pour objet de définir et de préciser les modalités de participation financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence au projet « NEUMED » porté par la Délégation Provence Corse du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS).

Ce projet vise la création d'une plateforme sous-marine au large de Toulon pour l'étude des neutrinos (particules élémentaires) avec une technologie permettant d'instrumenter de grands volumes d'eau en mer profonde. Il poursuit la logique de développement de ce type d'infrastructure développé depuis 2010 dans la région. Le fonctionnement du projet est orienté vers une utilisation interdisciplinaire avec un pilotage assuré par le laboratoire hôte le Centre de Physique de Particules de Marseille (CPPM) implanté sur le campus de Luminy à Marseille lui permettant ainsi de devenir un laboratoire clé à l'échelle mondiale pour le déploiement des infrastructures sous-marines.

Le but premier consiste à fournir les bases techniques et logistiques du site de déploiement final du télescope à neutrinos, Kilometre Cube Neutrino Telescope (KM3NeT/ORCA) qui atteindra ainsi sa taille nominale, nécessaire pour des mesures de physique fondamentale uniques à l'échelle mondiale. Ce développement sera couplé avec un observatoire marin câblé intégré à l'European Multidisciplinary Seafloor and water column Observatory (EMSO).

Le projet « NEUMED », au sein de la plateforme Laboratoire Sous-marin Provence Méditerranée du CPPM, contribuera à renforcer les capacités d'observation de l'écosystème marin en Méditerranée avec des dispositifs versatiles et mobiles. Il renforcera également la capacité d'acquisition et de traitement des données numériques collectés par l'ensemble des dispositifs. Il apportera dans la région un fort volet de recherche et d'attractivité internationale de tout premier plan. Il s'agit d'un investissement à long terme avec des retombées scientifiques (détermination de la hiérarchie de masse des neutrinos, recherche indirecte de matière noire, biodiversité, réchauffement climatique, environnement marin grand fond) mais aussi technologiques et une reconnaissance internationale de tout premier plan. Avec ses multiples partenaires industriels et son potentiel d'innovation, de valorisation et formation, « NEUMED » contribuera au développement économique et social de la région.

## ARTICLE 2 - COUT DU PROJET ET PARTICIPATION DE LA METROPOLE

Cette opération est inscrite dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2021-2027, la Métropole a acté sa participation à hauteur de 400 000 €, correspondant à 4,51 % de l'opération estimée à 8 860 000 € HT.

Le coût total prévisionnel de 8 860 000 € HT correspond au montant total des dépenses retenues par la Métropole pour le projet, objet de la présente demande.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES (€ HT)		RECETTES (€)	
<u>Equipements :</u> Upgrade N2, ligne de détection, interlink, LOM, instrumentation....	6 540 500 €	ETAT	200 000 €
		Région Sud PACA	2 000 000 €
<u>Aménagements et construction :</u> Station contrôle, station puissance, transfert Brégallion...	546 000 €	Département 13	1 000 000 €
		Département 83	660 000 €
<u>Etudes et prestations de services :</u> Récupération, déploiement, maintenance, nœuds, N2, Dus, câbles...	1 773 500 €	Métropole	<b>400 000 €</b>
		Ville de Marseille	500 000 €
		Fonds propres CNRS	4 100 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>8 860 000 €</b>		<b>8 860 000 €</b>

Le montant de la subvention ne saurait faire l'objet d'une réévaluation conduisant au dépassement de ce montant.

Les dépenses éligibles seront prises en compte à partir du 30/06/2022 date de la délibération IVIS-002-12064/22/CM du Conseil de la Métropole portant sur l'engagement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre du volet enseignement supérieur et recherche du Contrat d'Avenir 2022-2027 par dérogation au Règlement Budgétaire et Financier.

### **ARTICLE 3 - MODALITES DE PAIEMENT**

Le paiement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- ✓ Premier versement de 40 000 euros à la signature de la convention.
- ✓ Des acomptes seront effectués en fonction de l'avancée du projet au prorata d'un décompte certifié par le Représentant légal de la structure et son Comptable (listes des factures acquittées avec indication du nom du fournisseur, du montant, de la date de règlement) et d'un rapport intermédiaire. Ces acomptes ne pourront pas excéder 80 % de la subvention totale.
- ✓ Le solde interviendra à la fin de l'opération, sur production du rapport final de l'opération, accompagnés du décompte définitif certifié par le Représentant légal de la structure et son Comptable public (état des paiements effectués et liste des factures acquittées).

Calendrier prévisionnel : 2023 - 2027

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra effet à la date de sa notification.

La présente convention est consentie pour la durée nécessaire à l'exécution de leurs obligations par chacune des parties.

Elle trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

### **ARTICLE 5 – CONTROLE DE L'OPERATION**

La structure s'engage à affecter la subvention versée par la Métropole exclusivement à la réalisation de l'opération définie à l'article 1 de la présente convention.

5.1 Contrôle :

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. La structure s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile. Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

## 5.2 Suivi :

La structure s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action défini à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

Toute modification importante du programme devra être acceptée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Métropole pourra demander à la structure de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

## **ARTICLE 6 : PUBLICITE - COMMUNICATION**

La structure s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à la structure des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

La structure s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

## **ARTICLE 7 : FORCE MAJEURE**

En cas d'inexécution d'une obligation contractuelle, la partie débitrice de ladite obligation ne sera pas considérée comme défaillante, si l'exécution de l'obligation a été rendue impossible par un cas de force majeure entendu comme un événement extérieur à la volonté des parties empêchant raisonnablement l'exécution de l'obligation contractuelle et imprévisible lors de la conclusion de la présente convention.

La partie en situation de se prévaloir d'un tel cas de force majeure devra avertir l'autre partie sans délai par courrier, mail ou télécopie de l'existence de la force majeure, et faire ses meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement ou en tout cas, reprendre l'exécution du contrat dès que cette reprise sera raisonnablement possible.

L'exécution de la présente convention se trouvera suspendue dès la survenance du cas de force majeure, si l'obligation dont l'exécution est empêchée constitue l'une des obligations significatives de la présente convention.

Les parties se rencontreront pour convenir de nouvelles modalités d'exécution de ces engagements. A défaut d'accord entre les parties dans un délai raisonnable, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par lettre recommandée avec accusé de réception, sans versement d'indemnité de part et d'autre, après constatation du désaccord entre les parties.

## **ARTICLE 8 : RESPONSABILITE**

L'aide financière apportée par la Métropole Aix-Marseille Provence, à l'opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque préjudiciable au bénéficiaire, pouvant survenir en cours d'exécution.

## **ARTICLE 9 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

En cas de manquement grave de la structure, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

## **ARTICLE 10 : AVENANT**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 11 : INTANGIBILITE DES CLAUSES**

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

## **ARTICLE 12 : INTUITU PERSONAE**

La présente convention étant conclue « intuitu personae », la structure ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

## **ARTICLE 13 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

**Pour la Délégation Provence Corse  
du Centre National de la Recherche  
Scientifique (CNRS)**

**Sa Déléguée Régionale  
Madame Aurélie PHILIPPE**

**Pour la Métropole**

**La Présidente  
Martine VASSAL**